

L'ESPAGNE SE LÈVE

Jusqu'à la dernière heure nous avons attendu pour écrire ces lignes. Car sans heurt, sourde, mais extraordinaire de résolution, la grève s'étend toujours en Espagne. Partie des Asturies, elle reflue de quelques pas pour connaître de nouveaux développements. Et ceci dure depuis des semaines. La police et la censure franquistes ne laissent filtrer que le minimum de faits. Ceux qui sont néanmoins connus sont suffisamment clairs pour considérer ce mouvement exaltant, comme le plus important, survenu depuis la prise de pouvoir par le fascisme de Franco.

LES TRAITS DE LA GREVE

A nouveau ce sont les mineurs des Asturies qui sont à l'origine du combat. Une soi-disant augmentation de salaires, venait de se traduire par le biais d'un accroissement des normes par une baisse effective de 5 à 600 pesetas par mois pour les salaires des mineurs du groupe « Barredo ».

De proche en proche la grève gagna l'ensemble du bassin des Asturies. Le 25 avril, 60.000 mineurs sont en grève.

La grève s'étend à d'autres régions et notamment dans le sud de l'Espagne. La profondeur du mouvement ne se signale pas seulement par l'arrêt de travail observé par des ouvriers métallurgistes, du textile, des produits chimiques mais aussi par exemple par celui survenu dans telle conserverie alimentaire de la province de Murcie, dont personne ne se souvient qu'elle ait jamais été affectée par une grève. Des revendications sont exprimées par des tracts et tournent autour d'un salaire minimum de 170-175 pesetas par jour.

Mais cette grève où les masses ouvrières manifestent une grande discipline, qui la dirige ? En réalité il n'y a pas de direction nationale générale, il y a la conjonction de l'effort de militants d'origines diverses. Depuis les membres de la Fraternité ouvrière d'Action catholique et ceux de l'opposition syndicale jusqu'au parti communiste en passant par ceux des syndicats clandestins (1) ou du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, tous participent. Si l'on veut résumer les caractères de cette grève on peut dire :

- la grève a des motifs « économiques » ;
- elle a vu les bastions traditionnels de la classe entraîner des secteurs méridionaux jusqu'à présent passifs ;
- elle se signale par une calme unanimité des grévistes ;
- elle s'est faite en l'absence d'une direction centralisée ;
- devant elle le gouvernement a brandi les foudres de l'état d'exception mais s'en est encore — relativement — peu servi.

LES RAISONS DE LA GREVE

L'Espagne vient de connaître un relatif développement économique. Cependant, les salaires stagnent à un niveau extrêmement bas.

Par ailleurs les jeunes générations, celles qui n'ont pas été écrasées par Franco, ont pris dans les mines et les fabriques la relève. Cela se traduit d'ailleurs sur le plan des organisations ouvrières. Il est très difficile d'avoir une appréciation sur les forces organisées en Espagne ou même sur l'influence réelle des forces traditionnelles. Si le Parti communiste a maintenu et sans doute développé relativement son audience par rapport aux années 36, la C.N.T. a conservé ses points traditionnels d'appui — pour citer les formations les plus connues — ce qui est nouveau c'est l'apparition d'organisation comme le Front de Libération Populaire qui regroupe des socialistes de toutes origines, y compris chrétienne et stalinienne. En réalité la classe ouvrière espagnole est à la recherche d'un programme d'une organisation. La grève est sans doute un des résultats de cette recherche et de la montée corrélative d'une nouvelle couche de militants ouvriers.

L'ouverture vers l'Europe a sans doute joué également de deux façons. D'une part depuis 2 ans environ l'émigration temporaire d'ouvriers espagnols vers la France, l'Allemagne, la Belgique s'est accrue considérablement. Les travailleurs espagnols ont donc des témoins du niveau de vie de la classe ouvrière européenne.

Par ailleurs, la bourgeoisie espagnole tente de s'intégrer à cette Europe économique, et cela exige une libéralisation du régime. Les prises de position du clergé et les déclarations de personnalités intellectuelles du régime dont Gil Robles ont cette signification. Elles correspondent et expliquent partiellement que la répression se soit limitée à des arrestations et qu'on n'ait pas enregistré de fusillades.

LES CONSEQUENCES EN ESPAGNE

Cette grève qui avant même sa fin a abouti à des succès économiques va mettre à l'ordre du jour la réorganisation du mouvement ouvrier.

Les tendances s'exprimant plus ou moins clandestinement dans les syndicats officiels pour leur libéralisation, vont accroître leur pression.

Mais le problème qui va se poser avec le plus d'acuité c'est l'absence d'un parti révolutionnaire largement reconnu et même l'absence d'une formation majoritaire dans la classe ouvrière. Il n'y a en Espagne aucune formation qui puisse prétendre avoir l'audience de la majorité de la classe ouvrière. De surcroît la plupart des formations politiques sont représentatives dans certaines régions et ailleurs très minoritaires.

Au morcellement du mouvement correspond également l'absence d'un programme. Et ce n'est certes pas celui proposé par le P.C.E. qui peut faire avancer les luttes. Car parler de « réconciliation nationale », tendre la main à la bourgeoisie en Espagne au moins autant qu'ailleurs n'aura aucun résultat si ce n'est de faciliter le maintien de l'état actuel des choses.

Il semble bien d'ailleurs que si les communistes espagnols à Prague prennent de telles déclarations au sérieux il n'en va pas exactement de même en Espagne.